

Géopolitique

L'Euro, vestige d'une politique aujourd'hui disparue.

Par Jean-Jacques Rosa

Septembre 2001

Le parachèvement de l'Euro, en janvier 2002, par l'euthanasie du Franc, du Mark, de la Lire et autres monnaies nationales de notre continent, suscite évidemment les interrogations et souvent les inquiétudes. L'opération nous est présentée, par ses promoteurs comme par ses adversaires, comme difficile et risquée. Les uns déplorent l'impréparation des entreprises tandis que les autres anticipent souvent un refus massif des Français, qui subiraient un traumatisme majeur du fait du changement de leur unité de compte habituelle, ou des Allemands qui repousseraient in extremis l'abandon du symbole premier de leur renaissance d'après-guerre, le Deutsche Mark. Il est plus que probable que les uns et les autres se trompent.

Pour les partisans de l'Euro l'inquiétude et l'alarmisme font partie de leur fond de commerce. En janvier 1999 déjà, ils nous présentaient le passage à des parités de change définitivement fixées, dans le cadre du lancement de la nouvelle monnaie continentale, comme une initiative à haut risque à laquelle les citoyens des pays membres du futur " euroland " n'étaient pas suffisamment préparés. On sait que le passage se fit sans coup férir. Pour une raison simple : les parités fixes étaient une réalité depuis le milieu des années 90 et les politiques monétaires nationales, en conséquence, étroitement corrélées, de sorte qu'une monnaie unique " de fait " était ainsi en place depuis plusieurs années. La principale nouveauté de 1999 consistait à coter les Francs, Marks, Pesetas exclusivement en Euros sur les marchés des changes et sur les places boursières, novation plus comptable qu'économique. Mais l'annonce d'un grand péril permettait de se vanter d'un succès exceptionnel : le lancement de l'Euro avait ainsi été " réussi ", succès médiatique dont pouvaient se prévaloir les gouvernants coalisés du virtuel Euroland.

Aujourd'hui le risque est un peu plus réel car ce sont les habitudes de paiement de tous les Français qui vont être remises en cause. Cela peut susciter quelques difficultés, quelques escroqueries et quelques protestations. Mais il ne faut rien exagérer : plusieurs exemples nous montrent que ces problèmes devraient être résolus en quelques jours, semaines ou mois. Le premier exemple est celui du " franc lourd ", qui certes ne présentait pas un rapport de conversion aussi malcommode que celui de l'Euro mais qui entra dans les mœurs sans difficulté majeure. Le deuxième exemple est celui des touristes que nous sommes et qui s'habituent, en voyage à l'étranger, à des devises locales et à de nouvelles échelles de prix en l'espace de quelques heures ou quelques jours. Le troisième exemple, un peu plus technique, vaut pour les banques et les entreprises et touche à l'informatique : on nous annonçait la catastrophe pour le changement de date du millénaire, le " bug de l'an 2000 ", pour cause d'impréparation des banques et des entreprises. Or il ne se passa rien, le jour fatidique venu.

Il y aura donc des mécontentements temporaires et des incidents de parcours, mais gageons qu'ils n'iront pas bien loin s'ils sont motivés seulement par les inconvénients quotidiens que l'on vient d'évoquer. De ce point de vue les adversaires de l'Euro ne devraient pas prendre leurs désirs pour des réalités : sauf facteurs économiques aggravant d'un autre ordre, comme l'accélération soudaine de la récession globale qui s'annonce ou effondrement financier amplifiant brusquement les corrections boursières en cours, on ne voit pas que la suppression du Franc suscite des réactions politiques puissantes de la part de simples consommateurs qui ne sauraient plus le prix de la baguette ou de leur quotidien préféré.

Ceci dit, la suppression du franc (et non la création de l'Euro puisque ce dernier existe déjà depuis deux ans) devrait susciter des inquiétudes croissantes et des controverses politiques. Mais pour de toutes autres raisons que les difficultés annoncées concernant les transactions courantes.

Sur le plan économique tout d'abord, parce que les deux dernières années ont confirmé en tous points les inconvénients annoncés par les (rares) critiques de la monnaie du cartel continental, mais aussi sur le plan politique, parce que le projet fédéraliste qui portait l'Euro et dont, en même temps, la réalisation dépend de sa dynamique future, paraît aujourd'hui enlisé, et pour tout dire en déroute notamment depuis le sommet de Nice. Les raisons de cette déliquescence ne tiennent pas à quelques incompréhensions ou maladresses des uns ou des autres : elles découlent de courants contraires et profonds qui travaillent toutes nos sociétés et poussent à la décentralisation et à la réduction de la dimension des nations, et souvent à la sécession régionale. Il est complètement anachronique dans ces conditions, et peu réaliste, d'œuvrer à la construction d'un très grand Etat de dimension continentale. Or l'Euro, par lui-même, suscite des exigences centripètes qui nécessitent la construction d'une autorité politique centrale en Europe. Il y a donc opposition frontale entre les tendances spontanées des sociétés contemporaines et l'architecture politique que les fédéralistes aspirent à mettre en place. La situation apparaît inextricable et il faudra bien que quelque chose cède dans un dispositif aussi profondément incohérent.

Des critiques confirmées.

Les promoteurs de la monnaie unique avaient répété sur tous les tons qu'une monnaie forte favorisait la croissance, contre toute évidence. Les quelques critiques de l'Euro faisaient valoir à l'inverse qu'un Euro cher ne pouvait que nuire à cette dernière et perpétuer le chômage. Alors que les partisans de l'Euro n'expliquaient le niveau élevé du chômage européen que par les seules rigidités, dites " structurelles ", du marché du travail, les critiques soutenaient qu'il résultait de la surévaluation de change découlant des plans de stabilité imposés par le traité de Maastricht aux pays voulant entrer dans la future zone monétaire. Cette analyse, dédaignée par toutes les autorités politiques et macroéconomiques, constituait la critique " conjoncturelle " de la monnaie unique, celle de l'Euro fort.

Les " euro-sceptiques " ajoutaient à cela une critique plus fondamentale encore, et " structurelle ", de la monnaie unique. Les économies des pays membres étant différentes dans leur composition sectorielle et dans leur comportement conjoncturel, il s'ensuit qu'une politique monétaire unique ne saurait convenir à des nations dont les rythmes de croissance et les taux d'inflation ne peuvent être identiques, ni même voisins, et encore moins évoluer en parallèle à tout instant. Selon ces critiques, la convergence des conjonctures nationales ne peut se produire, même à terme, par le seul effet de l'unification monétaire. Les structures productives des pays membres resteront dissemblables et vont même accroître leurs différences au fil du temps en raison du développement de spécialisations locales de plus en plus poussées. Pis encore, plus le marché continental est unifié, en partie notamment aussi du fait de l'unification monétaire, plus les spécialisations régionales et locales vont s'accuser dans le cadre de l'ensemble du continent, ce qui fait que les différences des appareils productifs nationaux ont toutes chances de s'accuser elles aussi dans l'euroland. Cet effet structurel résulte du mécanisme de la spécialisation par l'intensification des échanges. Il est bien confirmé par les études empiriques récentes.

Au total, les critiques ont eu raison sur toute la ligne.

On sait que depuis sa mise en place l'euro s'est fortement déprécié par rapport au dollar, mais aussi relativement aux autres grandes devises comme le yen ou la livre sterling. Cette baisse ne constitue cependant pas une " faiblesse " de l'euro mais plutôt un retour vers une valeur réaliste du change après une période de surévaluation du mark et de toutes les devises européennes qui se sont assignées un objectif de fixité de la parité de change par rapport à la devise allemande, pour entrer dans l'euro.

Divers auteurs ont situé le taux de change d'équilibre entre l'euro et le dollar dans une fourchette comprise entre 85 et 95 cents américains pour un Euro. Ce dernier n'a d'ailleurs pas cessé d'évoluer dans cet intervalle après la première phase de dépréciation, suite à une introduction initiale à un prix excessif. La baisse réaliste de l'euro a été évidemment favorable à la croissance économique et à l'emploi, en dépit de taux d'intérêt encore trop élevés en termes réels, de fiscalités trop lourdes en Europe, et des diverses rigidités réglementaires et administratives si souvent dénoncées par les partisans de l'euro.

Somme toute, c'est la gestion assez raisonnable de la politique de change par M. Duisenberg qui est ainsi responsable de la réduction du chômage et de la reprise (modérée) de la croissance en France depuis deux ans. Le dogme absurde de l'Euro fort (ou du Franc fort) a ainsi disparu sans tambour ni trompettes avec le lancement de l'Euro, ce qui ne manque pas de sel si l'on veut bien se rappeler qu'il constituait la justification officielle et fondamentale de la création de ce dernier.

La faiblesse structurelle

Le diagnostic structurel des critiques de l'euro est, lui aussi, complètement confirmé par l'expérience des derniers mois. Quelques commentateurs officiels continuent de s'étonner, naïvement, de ce que les conjonctures nationales ne convergent toujours pas et présentent ce fait comme une révélation inattendue. La divergence des conjonctures était au contraire tout à fait prévisible et d'ailleurs prévue (voir *L'erreur européenne*, Grasset, 1998). Ainsi l'Irlande, le Portugal, l'Espagne, connaissent des taux de croissance soutenus ainsi que des taux d'inflation qui s'affirment, tandis que l'Allemagne va vers la récession et que la croissance ralentit en France et en Italie.

Ce qui pose évidemment un problème insoluble à la BCE : faut-il relever les taux d'intérêt pour freiner l'activité et l'inflation dans le premier groupe de pays au risque de casser la reprise en France et de plonger l'Allemagne dans la récession et peut-être de provoquer la déflation dans ces deux pays, ou faut-il au contraire laisser baisser les taux dans l'euroland pour soutenir la croissance française et allemande quitte à augmenter encore les pressions inflationnistes en Irlande au Portugal et en Espagne ?

Il ne peut y avoir que des solutions de compromis, insatisfaisantes pour chacun, dans le cadre d'une monnaie commune et d'une politique monétaire unique. Il apparaît ainsi clairement, et par expérience pratique, que la monnaie unique est un instrument moins efficace que des monnaies nationales indépendantes, pour ce qui est du réglage de la croissance et de l'emploi. Le fait de troquer l'indépendance de la banque centrale nationale contre l'indépendance de la banque centrale continentale dégrade nécessairement la qualité de la politique monétaire en France, sans que l'on voit ce que l'on a pu gagner en contrepartie dans cette opération.

Cette difficulté ne disparaîtra pas avec le temps. Bien au contraire, les spécialisations régionales et nationales vont continuer de diverger, ce qui entraînera également une divergence de phase plus marquée des conjonctures nationales.

C'est ce qui fait la vulnérabilité de l'euro et de l'euroland à moyen terme. Que se passera-t-il en effet le jour où un choc asymétrique majeur interviendra, qui frappera par exemple plus particulièrement les secteurs importants de l'économie française, et beaucoup moins l'économie allemande qui ne repose pas sur les mêmes spécialisations ? La BCE acceptera-t-elle de baisser les taux d'intérêt et de laisser plonger l'euro pour soutenir la conjoncture française, provoquant ainsi une surchauffe en Allemagne, ou sacrifiera-t-elle au contraire l'économie française aux intérêts allemands ? Il y aura nécessairement des frictions politiques et des affrontements d'intérêts. Si le choc est grave il pourra provoquer l'éclatement de l'euro. Or de tels chocs se profilent à l'horizon pour les finances publiques avec la crise des retraites qui interviendra partout en Europe, mais avec des intensités variables selon les pays, dans les toutes prochaines années. Certains gouvernements voudront recourir plus que d'autres à l'expédient de la création monétaire. Les divergences d'objectifs en cette matière deviendront plus sensibles.

Le dilemme politique

Certes, la création d'une fiscalité centrale au niveau de l'Europe tout entière pourrait atténuer ces frictions et conflits d'intérêts. Mais elle suppose un pouvoir d'arbitrage politique centralisé, c'est-à-dire un vrai gouvernement européen, ce qui signifie la création d'une fédération politique. C'est ce type d'institution centrale qui permet aux Etats-Unis de compenser les inconvénients d'une monnaie commune pour le Texas et la Californie, la Massachussets et le Michigan alors même que les conjonctures économiques de ces Etats divergent souvent. Mais rappelons qu'il a fallu près de 150 ans pour mettre en place les institutions monétaires et fiscales qui ont permis à ces Etats très dissemblables de supporter sans trop d'inconvénients la perte d'efficacité dans la gestion des chocs économiques que procure un taux de change ajustable et une politique monétaire indépendante.

Ajoutons que la construction politique des Etats-Unis s'est faite à une autre époque. Le développement des grands Etats centralisés et des empires s'est effectué principalement à la fin du XIXème siècle et au début du XXème. C'était une époque de croissance de la dimension de toutes les organisations hiérarchiques, parmi lesquelles les grandes firmes et les grands Etats. Au contraire, depuis le troisième tiers du XXème siècle nous sommes entrés dans une ère de réduction de la dimension de toutes les organisations, entreprises privées comme Etats. Disparition des conglomérats des années 60, éclatement de tous les grands empires, désintégration des Etats hétérogènes comme l'Urss, la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie, mais aussi tensions sécessionnistes dans beaucoup de pays comme le Canada, l'Espagne, la Belgique, l'Italie, la Grande-Bretagne, voire même la France centralisatrice. Le phénomène est universel et correspond à des évolutions technologiques profondes (voir Jean-Jacques Rosa, *Le second vingtième siècle, Déclin des hiérarchies et avenir des nations*, Grasset 2000).

Dans ces conditions le projet politique de création d'une fédération européenne apparaît totalement obsolète. Il correspond aux conditions technologiques de la première partie du vingtième siècle et présentait encore un intérêt réel au temps de la guerre froide. Mais aujourd'hui il est aux antipodes des conditions de l'efficacité économique : les très grands Etats sont moins efficaces que les plus petits, leurs coûts de fonctionnement sont plus élevés, et les grands marchés intérieurs ne sont plus nécessaires puisque les marchés nationaux sont désormais largement ouverts partout dans le monde. Quand à l'utilité espérée d'un Etat continental elle ne résulte plus, dans les conditions présentes, de la protection militaire et stratégique qu'il pourrait offrir aux Européens contre un empire voisin et agressif. Elle se limite à un calcul de banquier : économiser quelques centimes sur le coût des transactions financières et augmenter, de façon

marginale et hypothétique, l'efficacité des marchés obligataires du continent.

Dissimuler un projet de construction étatique continentale derrière la mise en circulation d'une monnaie unique pour favoriser les marchés obligataires constitue un piètre artifice, particulièrement révélateur de la faiblesse intrinsèque de ce projet politique. Or, dans le même temps, l'élargissement de l'Europe et le tropisme allemand vers les pays d'Europe centrale, rendent de plus en plus complexes la gestion d'une monnaie unique et affaiblissent encore la perspective de constitution d'un Etat fédéral pluri-national.

C'est ce que constatent d'ailleurs les pays membres puisque de traité en traité les dispositions institutionnelles et réglementaires deviennent plus obscures, plus complexes, plus insatisfaisantes pour tous. On peut ainsi affirmer sans crainte d'exagération que la " construction politique européenne " est actuellement enlisée. Or le grand Etat continental est la condition indispensable de la survie à moyen et long terme de la monnaie unique car il faudra une autorité politique de niveau supérieur à celui des Etats pour arbitrer entre ces derniers les conflits d'intérêt que suscitera de façon récurrente la gestion de la monnaie unique.

Le dilemme est donc le suivant : la monnaie unique, éventuellement élargie, rendra de plus en plus indispensable la centralisation politique de l'euroland et la construction d'un Etat continental fédéral, mais toutes les conditions économiques, technologiques et politiques rendent cet hypothétique Etat de plus en plus improbable. La collision de ces deux tendances contradictoires devra bien se traduire soit par un coup de force créant le super-Etat à contre-courant de toutes les tendances contemporaines, soit par la disparition de la monnaie unique. Parions plutôt sur la seconde hypothèse.

JJR